

**Point de presse du porte-parole
adjoint - RDC/Attaque contre la
MONUSCO/Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
UE/Participation de M. Jean-Yves
Le Drian au conseil affaires
étrangères -
Commerce/UE/Participation de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à la 11ème
conférence ministérielle de l'OMC -
Nations unies/Journée
internationale des droits de
l'Homme - Agendas du ministre, de
la ministre chargée des affaires
européennes et du secrétaire
d'État/Principaux éléments publics
(Paris, 08 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a relayé la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian sur la MONUSCO et fait les déclarations suivantes :

1 - République démocratique du Congo - Attaque contre la MONUSCO (7 décembre 2017) - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque sans précédent depuis le déploiement de la MONUSCO, qui s'est déroulée le 7 décembre en République démocratique du Congo à Semuliki, dans la province du Nord-Kivu. Selon un premier bilan, celle-ci a coûté la vie à 14 casques bleus tanzaniens de la mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), en a blessé 53 autres et a entraîné la mort de 5 membres des forces armées congolaises.

La France présente ses condoléances aux familles des victimes, aux autorités tanzaniennes et congolaises, ainsi qu'aux Nations unies. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

La France appelle les autorités congolaises à ce que toute la lumière soit faite sur cette attaque, afin que les responsables en répondent devant la justice. Cet acte odieux et lâche, perpétré contre des femmes et des hommes engagés au service de la paix, constitue un crime de guerre et ne doit en aucun cas rester impuni.

La France réitère son plein soutien à l'action de la MONUSCO et de ses contingents.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au conseil affaires étrangères (Bruxelles, 11 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 11 décembre à Bruxelles à la réunion du conseil des affaires étrangères/développement de l'Union européenne.

Les échanges porteront sur les points suivants :

- Moyen-Orient : à la suite de la réunion du groupe international de soutien au Liban le 8 décembre à Paris, les ministres auront un échange sur les derniers développements dans la région. Une rencontre informelle avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera organisée en marge par la Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Ce sera l'occasion de réaffirmer l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres en faveur du processus de paix et d'une solution négociée à deux États, respectant les paramètres établis par la communauté internationale ;

- Irak : les ministres débattront de la situation et de la reprise du dialogue entre le gouvernement fédéral de Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan, à la suite du référendum qui s'est tenu le 25 septembre. Ces travaux s'inscrivent dans la perspective de la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Irak qui devrait être adoptée début 2018 afin d'aider les autorités irakiennes à relever les défis de l'après-Daech, de la cohésion nationale et de la reconstruction ;

- G5 Sahel : les ministres échangeront sur la situation au Sahel et sur le soutien européen, en particulier en appui à la force conjointe du G5 Sahel en présence des ministres des affaires étrangères des 5 pays qui la composent (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) ;

- Corée du Nord : les discussions porteront sur la situation après le tir balistique du 28 novembre et sur les possibles nouvelles mesures que l'Union européenne pourrait prendre pour répondre à cette menace ;

- sommet Union européenne-Union africaine : dans un format conjoint réunissant les ministres des affaires étrangères et les ministres du développement, le conseil fera le point sur les résultats du sommet qui s'est tenu à Abidjan les 29 et 30 novembre. Ce dernier a permis d'engager une nouvelle dynamique pour renforcer la coopération entre l'Union européenne et l'Union africaine dans de nombreux domaines (éducation, gouvernance, migrations, paix et sécurité). La déclaration adoptée lors du sommet prévoit la conclusion, dans un délai de 3 mois, d'un plan d'action pour la mise en oeuvre des orientations retenues.

Le conseil adoptera également des conclusions sur la situation en Thaïlande, en République

démocratique du Congo, sur la mise en oeuvre du plan d'action de l'Union européenne pour l'égalité de genre et sur le Fonds Bêkou en faveur de la République centrafricaine. La décision du conseil établissant la coopération structurée permanente dans le domaine de la défense devrait également être entérinée à cette occasion.

3 - Commerce - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la 11ème conférence ministérielle de l'OMC (Buenos-Aires, 10-13 décembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera du 10 au 13 décembre à Buenos Aires à la 11ème conférence ministérielle de l'organisation mondiale du commerce. Cette enceinte rassemble tous les deux ans les ministres du commerce des 164 membres de l'organisation. M. Jean-Baptiste Lemoyne prendra également part le 10 décembre à la réunion des ministres de l'Union européenne chargés du commerce, qui se tiendra en amont de la conférence.

Plusieurs décisions pourraient être adoptées sur les orientations de travail de l'organisation pour les deux années à venir. Elles pourraient porter en particulier sur les subventions à la pêche (pêche illégale et non réglementée), l'encadrement des stocks à des fins de sécurité alimentaire, les subventions agricoles, les services ou le commerce électronique.

En marge de cette conférence, M. Jean-Baptiste Lemoyne présentera, lors d'un symposium sur le commerce et le développement durable, les propositions de la France pour renforcer les dispositions en matière de développement durable dans les accords de commerce, comme indiqué dans le plan d'action du gouvernement sur l'AECG/CETA.

À l'occasion de ce déplacement, il s'entretiendra avec ses homologues allemand, australien, espagnol, néerlandais et néo-zélandais, ainsi qu'avec Mme Cécilia Malmström, commissaire européenne au commerce, et M. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural. Il aura également des entretiens bilatéraux avec les autorités argentines, dont MM. Jorge Faurie, ministre des affaires étrangères, Nicolas Dujovne, ministre de l'économie, et Luis Caputo, ministre des finances.

4 - Nations unies - Journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre 2017)

À l'occasion de la 70ème journée anniversaire de l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'Homme, la France rappelle son engagement déterminé et constant en faveur du respect des droits fondamentaux partout dans le monde.

La déclaration universelle des droits de l'Homme rappelle que ceux-ci appartiennent à tous les êtres humains «sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation».

La France oeuvre à la défense de l'universalité des droits de l'Homme et à leur effectivité. C'est

une des priorités de sa politique étrangère. Elle est engagée en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort, de la lutte contre l'impunité, de la lutte contre la torture, les détentions arbitraires et les disparitions forcées, de la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes, de la protection des droits de l'enfant et de la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

À cette occasion, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères ainsi que la mairie de Paris s'associent au haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme pour lancer officiellement le soixante-dixième anniversaire de la déclaration universelle. Il doit permettre, tout au long de l'année 2018, de mettre en lumière l'importance et l'actualité de ce texte fondamental.

5 - Agendas du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État (11 décembre-13 décembre 2017) - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 11 décembre

Conseil affaires étrangères, Bruxelles

17h30 - Entretien avec le Premier ministre

19h30 - Entretien avec M. Lassina Zerbo, secrétaire exécutif de l'organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), Quai d'Orsay

Mardi 12 décembre

One Planet Summit, Paris

Mercredi 13 décembre

8h - Conseil des ministres, Élysée

19h - Réception de l'association « Bienvenue en France », Quai d'Orsay

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 11 décembre

11h30 - Entretien avec M. Frédéric Saint-Geours, président du conseil de surveillance de la SNCF, Quai d'Orsay

17h - Colloque « La finance climat en action pour les femmes », Quai d'Orsay

Mardi 12 décembre

Conseil affaires générales, Bruxelles

18h - Débat préalable au conseil européen, Sénat

Mercredi 13 décembre

Session plénière du Parlement européen, Strasbourg

15h - Conférence-débat « Agir en France pour l'égalité femmes-hommes avec le Conseil de l'Europe » avec Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Conseil de l'Europe, Strasbourg

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 11 - mercredi 13 décembre

11ème conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, Buenos Aires./.